

# GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	22.01.2021	10h43	21.115	DEAS
Annule et remplace				

<b>Auteur(s) : Groupe socialiste</b>
<b>Titre : Des lacunes dans les aides versées aux PME ?</b>
<p><b>Contenu :</b></p> <p>Nous prions le Conseil d'État de répondre aux questions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'obligation de passer par une fiduciaire pour déposer des demandes d'aide ne cause-t-elle pas des coûts supplémentaires inacceptables aux entreprises déjà touchées par la crise ?</li> <li>2. Le Conseil d'État estime-t-il que les aides cumulées sont suffisantes pour couvrir les coûts fixes d'une grande majorité des entreprises ?</li> <li>3. Le seuil de 40% au moins de baisse du chiffre d'affaires pour bénéficier d'aides n'écarte-t-il pas des entreprises qui auraient besoin d'aide ? Ne favorise-t-il pas une forme « d'effet de seuil » ?</li> <li>4. Le canton travaille-t-il à une nouvelle solution pour les baux commerciaux ? Peut-il au moins enjoindre aux propriétaires d'entrer en contact avec les locataires commerciaux ?</li> </ol> <p>Nous prions finalement le Conseil d'État de donner un aperçu général de l'articulation entre les mesures d'aides fédérales et cantonales et nous informer sur les autres éventuelles lacunes du système actuel.</p>
<p><b>Développement :</b></p> <p>La succession de mesures sanitaires fortes et très variées met en péril une grande partie de notre économie. La justesse de ces mesures paraît bien sûr incontestable au groupe socialiste, mais elle doit être accompagnée d'aides financières qui couvrent complètement les problèmes financiers qui les accompagnent. La pandémie ne doit pas être un prétexte à l'« égrenage » de nos entreprises !</p> <p>Nous saluons les mesures déjà très ambitieuses prises par nos autorités et constatons qu'elles permettront de limiter fortement les effets négatifs de la crise.</p> <p>Nos interrogations ci-dessus ont pour but de savoir s'il existe des lacunes, que ce soit dans l'étendue des personnes qui peuvent prétendre à des aides ou dans l'étendue des aides versées. Nous espérons que le Conseil d'État supprimera les éventuelles lacunes existantes rapidement, pour ne laisser aucun commerce sur le bord du chemin.</p>
<b>Demande d'urgence : OUI</b>

<b>Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :</b>		
Romain Dubois		
<b>Autres signataires (prénom, nom) :</b>	<b>Autres signataires suite (prénom, nom) :</b>	<b>Autres signataires suite (prénom, nom) :</b>
Florence Nater	Pierre-Alain Borel	Françoise Gagnaux
Karim Djebaili	Jonathan Gretillat	